

Brochure n° 3196

Convention collective nationale

IDCC : 1351. – ENTREPRISES DE PRÉVENTION ET DE SÉCURITÉ

ACCORD DU 5 MAI 2015

RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, À LA FORMATION,
À L'EMPLOYABILITÉ ET AUX CLASSIFICATIONS

NOR : ASET1550607M
IDCC : 1351

PRÉAMBULE

Les parties signataires des présentes sont convenues de s'engager dans la négociation d'un accord visant à accroître la professionnalisation des activités de la prévention-sécurité :

- en développant la formation, les compétences, les qualifications et l'employabilité ;
- en élaborant des passerelles entre les différents emplois et activités pour ainsi favoriser les parcours professionnels ;
- en créant de nouveaux CQP et certificats professionnels ;
- en examinant l'opportunité d'instaurer un nouveau système classant.

Un tel accord serait destiné à faire évoluer ou à se substituer à l'accord du 1^{er} décembre 2006 sur les qualifications professionnelles.

Le présent accord de méthode, dont les dispositions suivent, vise à exprimer la volonté d'aboutir de ses signataires et à les aider dans la structuration et le déroulement efficace de cette négociation.

Article 1^{er}

Thèmes de la négociation

Champ d'application du futur accord.

Système de classification.

Positionnement des emplois dans la grille.

Polycompétence des personnels.

Développement de la formation certifiante/qualifiante et création de nouveaux CQP.

Modalités, outils et conditions de la formation.

Dispositions transitoires pour les personnels en poste.

Article 2

Conditions de déroulement des négociations

Commissions paritaires techniques et CMP : la négociation sera conduite au sein de CTP, au rythme du calendrier joint en annexe I. Les travaux de celles-ci feront l'objet d'une validation par la CMP au terme de chacune des phases prévues à l'article 3 ci-dessous.

Nombre de participants, liste des participants obligatoires : chaque organisation désignera au maximum trois représentants pour participer aux débats des différentes CTP. L'absence d'une organisation ou de l'un de ses représentants ne constituera pas un motif pour revenir à un état antérieur des débats.

Les CTP se dérouleront dans les locaux mis à disposition par les organisations patronales. Les dates de réunion sont convenues suivant le calendrier joint en annexe. Une confirmation du lieu de la réunion suivante sera adressée par la partie patronale aux adresses mail indiquées en annexe II. Les CMP se tiendront dans les lieux mis à disposition par le ministère.

Au terme de chaque réunion, un bilan synthétique des avancées et des questions restant à résoudre sera établi en commun.

Concomitamment à la signature du présent accord, chaque organisation fournira la liste des destinataires des différents documents et communications afférents au déroulement des discussions tout au long de la négociation.

Tous les envois seront effectués par courrier électronique.

Article 3

Phases et calendrier prévisionnel de la négociation

Phase 1 :

- champ d'application du futur accord ;
- système de classification ;
- positionnement des emplois dans la grille ;
- polycompétence des personnels.

Durée : 5 mois (avril à septembre 2015).

Constat d'avancement de la négociation :

- bilans de réunion ;
- signature d'un bilan constatant l'avancement de la négociation.

Phase 2 :

- développement de la formation certifiante/qualifiante et création de nouveaux CQP ;
- modalités, outils et conditions de la formation.

Durée : 4 mois (octobre 2015 à janvier 2016).

Constat d'avancement de la négociation :

- bilans de réunion ;
- signature d'un bilan constatant l'avancement de la négociation.

Phase 3 :

Grille des coefficients et dispositions transitoires.

Durée : 2 mois (février à fin mars 2016).

Constat d'avancement de la négociation :

- bilans de réunion ;
- signature d'un accord final.

Article 4

Effet

Le présent accord prendra effet dès le premier jour suivant sa signature dans les conditions légales de représentativité.

Article 5

Durée. – Révision. – Dénonciation

Le présent accord, conclu pour une durée déterminée, prendra fin au terme de la phase 3, soit au plus tard le 31 mars 2016, sauf prolongation éventuellement convenue par avenant entre les signataires.

Conformément aux articles L. 2222-5 et L. 2261-7 du code du travail, il pourra être révisé, en tout ou partie, sur demande d'une ou de plusieurs organisations signataires ou qui y ont adhéré conformément aux dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail. Toute demande de révision devra être notifiée à chacune des parties par lettre recommandée avec avis de réception et indiquer les dispositions à réviser ainsi que le texte proposé pour la modification.

Il pourra être dénoncé par lettre recommandée avec avis de réception par l'une ou l'autre des parties signataires en respectant un délai de préavis de 2 mois.

En cas de dénonciation ayant pour effet de ne pas préserver la représentativité des parties signataires, l'accord continuera à produire ses effets jusqu'à l'expiration de ce préavis.

Article 6

Extension. – Publicité

Le présent accord est édité en quinze exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 5 mai 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNES ;

USP.

Syndicats de salariés :

SNEPS CFTC ;

CGT ;

FNECS CFE-CGC.

ANNEXES AU PROJET FORMATION/QUALIFICATIONS/CLASSIFICATIONS/ MÉTIER REPÈRES

Annexe I : dates prévisionnelles des CTP.

Annexe II : liste des adresses mail (cf. article 2 ci-dessus) non publiée.

ANNEXE I

Calendrier prévisionnel des CTP (cf. article 2, alinéa 1)

Mai		Mardi 26 pm
Juin	Vendredi 5 pm	Mardi 23 am
Juillet	Mardi 7 pm	Mardi 28 pm
Août	Néant	Néant
Septembre		Lundi 21 am
Octobre	Mercredi 7 pm	Mardi 27 pm
Novembre	Lundi 9 pm	Mardi 24 pm
Décembre	Vendredi 18 am	